

ANDRES ROZENTAL

Conseiller en politique à la Chatham House, président de Rozental & Asociados, ancien ambassadeur du Mexique au Royaume-Uni

Jim HOAGLAND

We have four very distinguished panellists to take us through the mysteries of Latin America and to bring us out at the end of this conversation with some questions from you, to guide us into the future. Our first speaker today is Andrés Rozental, a Senior Policy Advisor at Chatham House, President of Rozental and Associates, and former Mexican Ambassador to the United Kingdom. Andrés take it away.

Andrés ROZENTAL

Merci beaucoup Jim ainsi qu'à la World Policy Conference pour cette invitation. Vous l'avez évoqué, peut-être qu'aux États-Unis peu de gens s'intéressent à l'Amérique latine mais je pense qu'à l'heure actuelle elle devrait absolument être au premier plan des politiques américaines intérieure et étrangère, que ce soit en raison de questions relatives aux migrations ou à la croissance économique, ou de présidents populistes élus dans nombre de nos pays suite à un grand mécontentement de la population à l'égard des gouvernements précédents. La région connaît une grande volatilité et je pense que cela devrait la placer davantage au centre des intérêts des États-Unis mais aussi de l'Europe et du reste du monde.

De manière très générale, la région ne va pas bien, du Mexique à l'Antarctique, en passant par les Antilles anglophones, hispanophones et francophones. Nous n'allons pas bien sur le plan économique, à de très rares exceptions. Des pays comme le Brésil et le Mexique, les deux plus grandes économies de la région, enregistrent une croissance minimale et, dans le cas de mon pays, celle-ci est nulle. Ceci est dû en partie à ce qu'il se passe dans le reste du monde, notamment aux États-Unis et en Europe, mais surtout à ce qu'il se passe dans nos propres pays. On ne saurait rejeter la faute uniquement sur la récession mondiale en termes de croissance économique, comme on pourrait le faire avec la Chine ou certains pays européens. Si vous retirez le Venezuela de l'équation, puisque la croissance du pays est négative et qu'elle l'est de manière très forte ces dernières années, nous n'avancions pas assez rapidement pour être en mesure de gérer le flux annuel de nouveaux entrants sur le marché du travail. Par conséquent, un problème social s'ajoute à nos autres problèmes : les jeunes n'arrivent pas à trouver du travail et beaucoup ne font pas non plus des études. Ils sont ce que l'on appelle les NiNis, en espagnol, *Ni trabajan, Ni estudian*. Et c'est un problème très sérieux dans mon pays et dans d'autres également.

Un autre problème qui, à mon avis, fait partie du scénario actuel, est le retrait de la région dans son ensemble des affaires mondiales et régionales. Nous nous replions sur nos propres pays du fait de la contraction économique, mais aussi d'une perte d'intérêt chez les électeurs qui aujourd'hui se préoccupent beaucoup plus de leur propre portefeuille, des questions de violence, du crime organisé et des migrations. Nous nous abstenons ainsi très facilement de la participation plus importante que nous avons eue dans le passé sur la scène internationale. Je pense que ce constat est particulièrement vrai pour le Brésil et le Mexique. Nos deux pays jouaient un rôle de leadership à différents égards, le changement climatique par exemple, et nous sommes aujourd'hui beaucoup plus centrés sur nous-mêmes. Par exemple, le président mexicain, qui est en fonction depuis dix mois, n'a pas quitté le pays une seule fois. Il ne s'est pas rendu au sommet du G20, n'a pas assisté à l'assemblée générale des Nations Unies, n'est pas allé non plus au sommet de l'Alliance du Pacifique, qui est pourtant une création mexicaine. Je pense que c'est révélateur de ce repli intérieur pour les questions économiques, politiques et sociales.

Pour toutes ces raisons, je pense que l'Amérique latine, si je peux me permettre, joue en dessous de sa catégorie sur la scène internationale, et ce dans une époque où l'opportunité de diriger est très présente. On a beaucoup déploré l'absence de leadership au cours de cette conférence. Aucun de nos dirigeants ne se montre toutefois prêt à assumer ce rôle. Tous sont bien plus concentrés sur leurs propres questions intérieures.



J'aimerais juste évoquer très rapidement certains pays qui sont en difficulté. Je commencerai par le Venezuela où, vous le savez, cela a beaucoup fait la une des journaux, on assiste à une crise humanitaire, avec un gouvernement dont la légitimité est remise en cause par des pressions tant intérieures qu'internationales. Nous avons une population qui quitte son pays : plus de quatre millions de personnes devraient avoir quitté le pays d'ici la fin de l'année prochaine si rien ne change. L'alliance entre la Russie et le Venezuela vient remplacer l'ancienne alliance entre la Russie et Cuba. M. Maduro et le gouvernement vénézuélien au pouvoir en ce moment sont essentiellement soutenus par la Russie et la Chine, ce qui agace manifestement les États-Unis qui ont décidé de procéder à un changement de régime au Venezuela. Deux ans plus tard, aucun changement de régime en vue, la politique étrangère américaine a échoué et, d'après ce que je peux voir, aucune évolution ne se profile par rapport au statu quo au Venezuela. Nous allons probablement faire face à une tragédie humanitaire encore plus grave dans les mois à venir.

En Équateur, le président est attaqué par l'opinion publique en raison d'une réduction ou d'une suppression de subventions sur le carburant. Il a dû déplacer son gouvernement de Quito, la capitale, vers Guayaquil. Ce qui indique que, dans une certaine mesure, le gouvernement a perdu le contrôle de la capitale.

Nous connaissons déjà l'histoire de l'Argentine. Le pays a connu des hauts et des bas pendant la majeure partie de son histoire, ayant compté parmi les plus riches du monde, avant de faillir à ses obligations internationales au moins une demi-douzaine de fois. L'Argentine expose même le FMI à de graves problèmes à cause des 55 milliards de dollars que le Fonds s'est engagé à fournir pour la soutenir. Sans compter les élections qui auront lieu dans le courant du mois au cours desquelles le président actuel sera très probablement évincé par le mouvement populiste péroniste.

Le Nicaragua, le Pérou, Haïti. Haïti est une autre tragédie. Après le tremblement de terre et toutes les souffrances que le peuple haïtien a dû endurer, six présidents se sont succédés au cours des deux dernières années et tous ont été incapables de trouver un moyen de gouverner. Le président actuel est lui aussi contesté par l'opinion publique qui manifeste massivement contre lui et réclame sa démission. Sur les quatre derniers présidents du Pérou, trois sont en prison et un autre s'est suicidé parce qu'il était impliqué dans un scandale de corruption. Le Nicaragua, un pays qui, à un moment donné, était considéré comme un modèle parce qu'il avait renversé la dictature de Somoza en place depuis de nombreuses années, connaît aujourd'hui une dictature sandiniste. Le président actuel et son épouse dirigent le pays et ont été réélus. Il y a aussi une crise économique.

Enfin, si on s'intéresse uniquement à mon pays et au Brésil – Carlos Ivan abordera de manière bien plus détaillée la situation brésilienne – nous rencontrons nombre de ces mêmes problèmes. Nous avons un problème de croissance molle, une classe moyenne émergente qui exige des choses du gouvernement qu'il est incapable de fournir jusqu'à présent. Sans compter les scandales de corruption, la violence dans les villes, le crime organisé, le trafic de drogue, des choses qui affectent vraiment notre quotidien et qui, en fin de compte, génèrent un grand mécontentement au sein de la population.

Ce n'est donc pas un portrait très réjouissant, j'en ai peur, et je sais que nous allons en savoir plus sur ce que les investisseurs pensent que l'Amérique latine a encore à offrir. Néanmoins le fait est que, pour l'Amérique latine, l'époque est sombre.

Jim HOAGLAND

Thank you, Andrés.